

CO-CONSTRUIRE AVEC LES HABITANT.E.S DANS LES TERRITOIRES RURAUX

Regards analytique sur la méthodologie du
projet "Aller-vers" de l'ADRETS



ADRETS

Ce projet s'inscrit dans le cadre de notre projet Labo alpin (soutenu dans le Cadre de la Convention Interrégionale pour le Massif des Alpes) et cette valorisation de cette approche, appuyée par la recherche a été rendue possible, grâce au soutien de la Fondation Crédit Coopératif, dans une logique d'outillage d'autres acteurs associatifs travaillant dans des territoires ruraux.

Avec le soutien de



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

FONDS NATIONAL
D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE
Massif des Alpes



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Ce guide est disponible sous Licence Creative Commons (CC-by-SA), ce qui signifie que tous ces contenus sont utilisables, sous réserve de citer l'ADRETS et de repartager les contenus sous la même licence.



Sommaire

●	Sommaire	3
●	Mise en contexte	4
●	Présentation de l'ADRETS et du contexte	4
●	Présentation des chercheur.e.s	7
●	Encart "Aller-vers, mais aller-vers quoi ?"	8
●	Présentation du living lab	9
●	Carte blanche, La parole à Thomas Bouteux, observateur de la démarche	12
●	La bonne recette pour des démarches d'aller-vers réussies - Carte mentale	16
●	Les perspectives	17
●	Pour aller plus loin	18



Mise en contexte

Présentation

Présentation de l'ADRETS ?

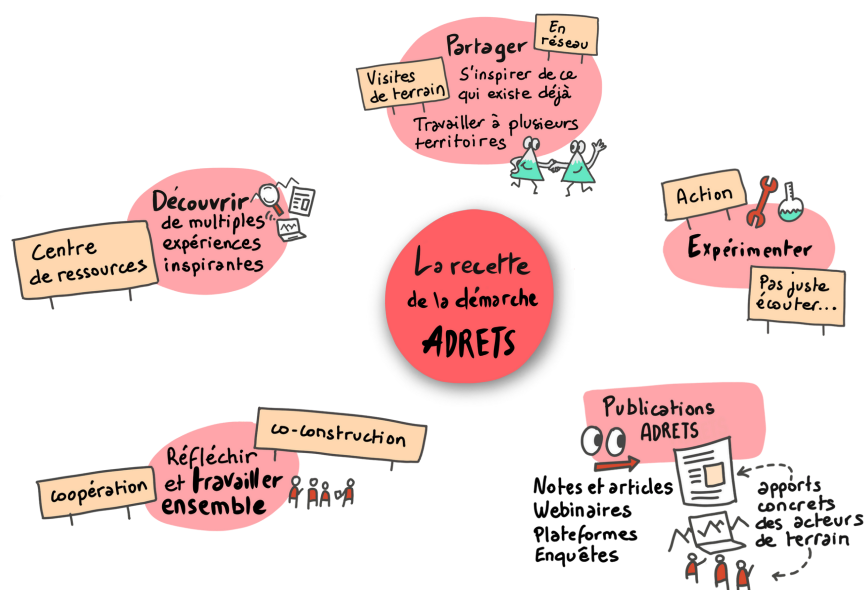
L'ADRETS participe, depuis 25 ans, à faire vivre un réseau de partenaires sur le massif des Alpes autour du développement et de l'accessibilité des services au public dans les territoires ruraux. Notre association se veut un observatoire des dynamiques à l'oeuvre dans les territoires ruraux alpins, ainsi qu'un centre de ressources pour les acteurs du développement local (collectivités, associations, socio-professionnels), et un appui en ingénierie sur le développement de projets exploratoires.

Présente au sein de réseaux d'acteurs socioprofessionnels et institutionnels, nous prolongeons cette fonction de représentation et de centre de ressources au travers l'animation de réseaux locaux, la conduite de projets d'expérimentation et la réalisation de prestations d'accompagnement auprès des collectivités et des acteurs des territoires ruraux et de montagne.

Ces trois modalités d'actions sont complémentaires et s'alimentent les unes les autres pour considérer nos thématiques prioritaires dans leur globalité.

Nos thématiques d'intervention prioritaires :

- Accès aux droits et accompagnement aux démarches administratives
- Habitabilité des territoires de montagne
- Saisonnalité et pluriactivité
- Lieux et tiers-lieux de proximité et de services
- Mobilités des personnes et des services en territoire peu dense
- Gouvernance territoriale
- Intelligence collective & animation de projets collaboratifs



Pourquoi l'ADRETS a développé la méthodologie de l'aller-vers :

Le projet "Aller-Vers" de l'ADRETS est le fruit d'une longue réflexion suite aux remontées de terrain des acteurs locaux et notamment des associations, des **difficultés rencontrées pour mettre en œuvre de vraies dynamiques de co-construction entre les différentes parties prenantes d'un territoire rural** (i.e. les habitant.e.s, les associations, les élu.e.s locaux.ales). Force est de constater, que si la politique de la ville a institutionnalisé le rôle de la participation citoyenne dans la vie publique, **la place laissée à la parole habitante dans les villages ruraux et aux associations représentatives de ceux-ci n'est pas toujours existante**. Les mouvements citoyens ayant émergé depuis une dizaine d'années, le font souvent en réaction à des contestations de projets d'infrastructures ou d'aménagement en lien notamment avec les bouleversements amenés par le changement climatique, ressentis encore plus fortement dans les massifs dont le massif Alpin et ses impacts sur les modèles économiques des vallées et de l'activité touristique autour du ski.



Dossier Mobilisations citoyennes La Montagne et Alpinisme

Un dossier est consacré aux mobilisations citoyennes ayant émergé ces dix dernières années en lien avec des projets d'aménagement de la montagne. Au travers de l'étude d'une dizaine de cas - Vercors, Maurienne, Aravis, La Grave, etc., François Carrel analyse la naissance de ces mouvements, les liens souvent conflictuels avec les pouvoirs publics locaux et les effets dans la durée de ces mouvements.

"Une Montagne de mobilisations citoyennes", La Montagne et Alpinisme, 4-2024, décembre 2024

Côté élu.e.s locaux.ales et technicien.ne.s de collectivités, on a pu également observer que dans certains territoires, malgré une volonté des élu.e.s, subsiste une méconnaissance des étapes clés pour mettre en œuvre une démarche réussie. Il peut également exister des appréhensions sur la capacité des habitant.e.s à distinguer intérêt particulier et intérêt public. Côté habitant.e.s, la frustration des citoyen.ne.s liée à un déficit de sollicitation politique peut également être perceptible. La prise de conscience de la nécessité à mobiliser les habitant.e.s dans la réflexion sur les politiques de transition se développe au travers notamment de dispositifs de politiques publiques intégrant de plus en plus cette question d'une gouvernance territoriale multi-acteurs (projets LEADER, Espaces Valléens, etc.). **Mais au vu de l'urgence de changer de modèle de développement des territoires de montagne pour en faire des territoires habitables et résilients, les dispositifs existants questionnent sur leur portée, leur efficacité à embarquer la population locale dans de vrais processus de co-réflexion de solutions, de modèles de développement.**

Face à ce constat, nous avons donc décidé de déployer un projet expérimental "Aller-Vers", afin de tester une méthodologie de concertation et de mise en action avec les habitant.e.s appelés résidences territoriales et développées sous un format de "Living Lab". La démarche vise à permettre d'accompagner des territoires (associations, élu.e.s locaux, habitant.e.s ou collectifs d'habitant.e.s) du premier au dernier pas de leurs démarches de concertation, en termes d'ingénierie, d'animation, de capitalisation. Mais cette méthodologie veut aller plus loin qu'un simple diagnostic soulevant des préconisations, par une mise en action des parties-prenantes et le démarrage d'actions concrètes liées aux problématiques soulevées et une évaluation de celles-ci. Cette méthodologie de "Living Lab", l'ADRETS ne l'a pas inventée, mais elle s'est inspirée de formats déjà existants, inscrits dans les principes de la "démocratie du faire".



Démocratie du faire : de quoi parle-t-on ?

“La démocratie du faire est la mise en œuvre pratique de principes démocratiques, fondée sur l'auto-organisation, l'horizontalité, la liberté, l'autonomie et œuvrant à l'élaboration de communs. La légitimité des citoyens et des citoyennes émane de l'initiative et de l'engagement des individus et des collectifs qui s'auto-saisissent de sujets pour mener concrètement, à leur échelle, la transformation sociale”.

Extrait d'un article "Démocratie du faire", Sabine Girard & Severin Muller, juillet 2023

Pourquoi un guide associant la recherche ?

Depuis sa création, l'approche de l'ADRETS concourt à permettre l'essaimage des bonnes pratiques à travers les territoires alpins et à créer du "commun", de la ressource (notamment méthodologique) disponible, appropriable et diffusable largement. Après 3 ans, nous pouvons tirer une analyse de l'approche expérimentale et de la méthodologie développée. Nous avons fait le choix de les valoriser pour que d'autres territoires puissent aussi s'en saisir et l'adapter à leur réalité.

Nous avons choisi de faire appel à des chercheur.se.s travaillant sur les démarches de participation et/ou dans les territoires ruraux, afin de lier notre expérience "terrain" à un regard réflexif et une analyse de nos pratiques et enrichir ce guide méthodologique. Cet appui de la recherche nous a également permis d'enrichir les contenus, avec d'autres expériences et outils développés sur d'autres territoires d'expérimentation.

Le travail avec les chercheur.se.s s'est traduit par :

- un **sprint d'écriture pour partager des expériences de démarches d'aller-vers**, dont celle de l'ADRETS pour en tirer la substantifique moelle des leviers pour avoir une approche adaptée et touchant les parties-prenantes (cf. partie "La bonne recette")
- une **présence in-situ dans le cadre du Living Lab réalisé en 2024/2025 dans la vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon** (cf. partie suivante spécifique au Living-Lab), avec une **observation participante** des différentes étapes du Living Lab et ses enseignements
- une **co-écriture de ce guide méthodologique**

Présentation des chercheur.e.s

Le choix des chercheur.e.s a été réalisé en s'appuyant sur leurs connaissances des territoires de montagne, ainsi que sur leur connaissance des processus et méthodes d'aller-vers.



Thomas Bouteux

Docteur, il est chercheur associé au laboratoire Environnement Ville et Société. Cofondateur du projet de recherche-action COLLECTIFS pour mieux comprendre les actions clés des praticiens de l'aménagement urbain, à chaque étape des opérations, pour favoriser le potentiel écologique. Les méthodes de science-citoyenne lui ont permis d'accompagner plusieurs collectifs d'habitants en copropriété pour co-construire leur projet de renaturation et de stimuler les premières politiques territoriales incitatives pour l'adaptation écologique des espaces résidentiels.



Quentin Drouet

Docteur en géographie. Il a conduit une thèse intitulée "Les résidences secondaires et l'action publique au défi du maintien de la vie locale à l'année dans les communes-supports de stations : Approche géographique des empreintes habitantes dans les espaces alpins à forte intensité touristique saisonnière en France, Suisse, Italie, Autriche et Slovénie" en 2024



Anne Barrioz

*Agrégée et docteure en géographie. Elle est adjointe scientifique HES - Filière architecture du paysage - HEPIA (Genève)
Elle a conduit une thèse intitulée "S'installer et vivre dans les hautes vallées alpines", ayant reçu le Prix d'Excellence « Coup de cœur » 2021 de la Fondation USMB (Université Savoie-Mont-Blanc).*

Présentation du projet aller-vers et de la méthodologie du Living Lab

Aller-vers, mais aller vers quoi ?

Notre vision de l'aller-vers est à double sens.

Le premier concerne le fait d'aller-vers les habitant.e.s, collectifs ou associations, en tant que **parties-prenantes qui aujourd'hui restent encore peu associé.e.s à l'évaluation des besoins à moyen, long terme à la co-construction des politiques de développement local, au développement et à l'usage des services.** Ils disposent pourtant **d'un savoir d'usage de part leur pratique du territoire et sont ainsi les mieux à même pour développer des solutions basées sur leur expertise du quotidien** (Sintomer, 2008). Ce premier sens est donc d'aller à leur rencontre et de solliciter leur connaissance du territoire.

Les communes disposent bien souvent de moyens limités (techniques, méthodologiques et financiers) et la charge de gestion d'un territoire par des élu.e.s locaux pas forcément formé.e.s à la gestion de projets et disposant de temps limité est souvent importante. **S'appuyer sur les besoins des habitant.e.s, leurs compétences, ainsi que sur leur organisation pour développer des actions et répondre à des enjeux locaux permet de s'appuyer sur les ressources locales, créer du lien social, stimuler le sentiment d'appartenance, faciliter l'appropriation des enjeux du territoire et redonner du pouvoir d'agir aux habitant.e.s.**

Ce décalage nécessite de changer de paradigme, d'accepter de ne pas maîtriser l'ensemble des résultats de diagnostic et des actions développées par les habitant.e.s. Il s'agit également d'être garant.e de la cohérence des actions sans en maîtriser la conduite et de développer une posture d'appui, de soutien, plus que de moteur de ces processus.

Nous comprenons également l'aller-vers, **comme se déplacer géographiquement là où vivent et habitent les personnes.** En effet, dans les territoires ruraux et particulièrement sur les territoires alpins, la faible densité de population, la réalité topographique, accompagnée d'un manque de services de transports collectifs peut rendre difficile l'accès aux "centres-bourgs" pour certain.e.s habitant.e.s et donc l'expression de ces dernier.e.s lors de démarches participatives. Dans ce second sens, il s'agit ainsi de proposer des **dispositifs participatifs qui soient inclusifs des habitants les plus éloignés géographiquement et socialement afin d'élargir la dynamique collective et intégrer les éventuels points de vue de minorité.** Aux contraintes géographiques, s'ajoutent les enjeux de **temporalité pour assurer l'intégration les différents groupes sociaux des habitants** (âges, taille des ménages, catégorie professionnelle,...) **selon leurs rythmes diurne, mensuel ou saisonnier.** Des temps de participation en soirée seront potentiellement à privilégier pour une partie des actifs mais au détriment de familles ou de travailleurs en horaires atypiques. L'automne peut écarter une partie des résidents (travailleurs saisonniers, résidents secondaires), ou l'été les lycéens et étudiants potentiellement en déplacements ailleurs pour des emplois d'été.

Nous expliciterons dans les parties suivantes, en quoi le "living lab" favorise l'aller-vers.

Présentation du living lab

Depuis trois ans, l'ADRETS explore et développe l'aller-vers au travers d'une méthode appelée "living lab", une approche innovante qu'elle a progressivement mise en place pour impliquer les habitant.e.s dans les processus de recherche et d'innovation. Nous avons choisi de développer cette méthodologie expérimentale après avoir fait **plusieurs constats dans nos pratiques liées aux stratégies de territoire** :

- Une pratiques de nos diagnostics mobilisant surtout les élu.e.s et socio-pro dans des ateliers de co-construction
- Des temps de travail avec les habitant.e.s s'apparentant plus à de l'information et de la consultation, plutôt qu'un vrai processus participatif
- Un besoin pour l'équipe de travailler sur le temps long pour s'impregner du territoire, le connaître, le vivre pour développer des solutions pertinentes
- Une volonté d'aller en profondeur et pas que dans les centralités des vallées
- Un besoin de passer du diagnostic à l'action (dans une logique de démocratie du faire), d'impulser des dynamiques

Explication détaillée de la méthode

Le dispositif de *living lab* se veut comme une « **méthode dans laquelle les citoyen.ne.s, collectifs d'habitant.e.s, usager.e.s, associations sont considéré.e.s comme des acteurs et actrices essentiel.le.s des processus de recherche et d'innovation.** Nous ne revendiquons pas la maternité de cette méthode d'action sur le territoire, mais nous avons développé celle-ci en nous inspirant de la littérature et d'exemples de résidences territoriales déjà existants et ayant fait leur preuve (cf. *Rapport de stage Baptiste Maerten, M2 Geopoesice, 2023*)



Cette approche permet de développer des solutions innovantes, adaptées au territoire et tirant parti de ses ressources, tout en intégrant la population à chaque étape du processus, pour co-construire et co-évaluer les expérimentations basées sur les attentes et les souhaits des résident.e.s. Dans ce contexte, une innovation n'est pas nécessairement une méthode inédite, mais peut également désigner une démarche qui n'a pas encore été mise en œuvre sur le territoire concerné.

Ce dispositif se base sur plusieurs piliers fondamentaux (sous forme de schéma) :

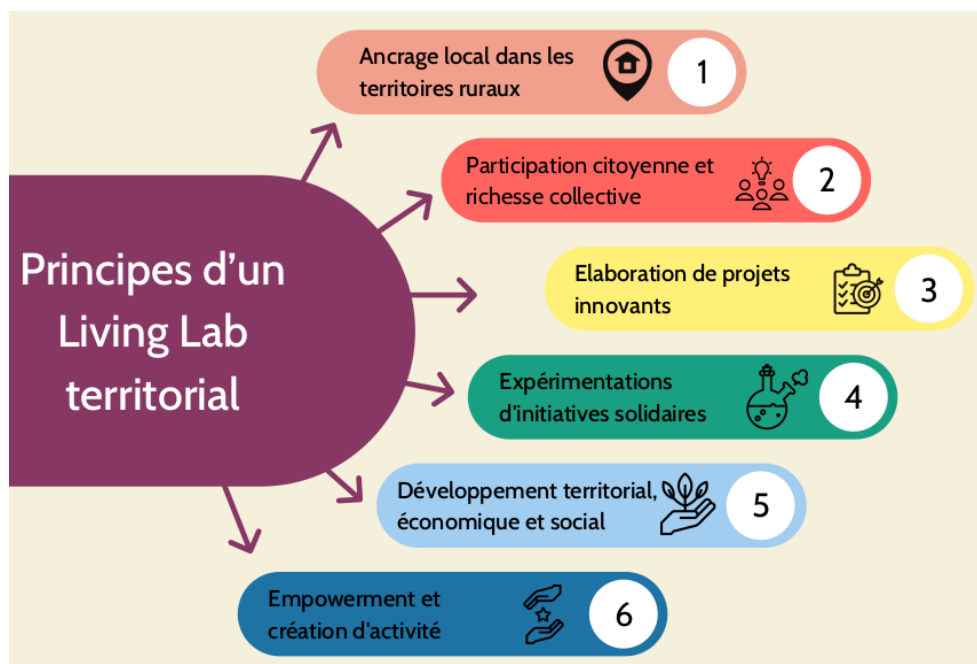


Schéma tiré du "Kit de déploiement d'un Living Lab", ADRETS, 2023

Cette méthode se décline en 4 étapes co-réalisées avec les habitant.e.s et les usager.e.s du territoire :

- **Diagnostic** : Permet de faire émerger les problématiques les plus proches de la réalité, en allant au plus près des habitant.e.s, sur la place du marché, dans les lieux de vie du territoire
- **Effervescence d'idées** : Trouver des idées innovantes pour répondre aux problématiques présentées dans le diagnostic
- **Expérimentation** : Mise en action, et prototypage de solutions liées aux problématiques repérées dans le diagnostic
- **Évaluation** : Analyse des expérimentations et pistes d'amélioration et de modification pour une pérennisation dans le temps.



Schéma expliquant les différentes étapes du living lab

Cette démarche a permis à l'ADRETS de concevoir une méthode de mise en œuvre adaptée, avant de la tester concrètement. **Depuis 2022, trois Livings Lab ont eu lieu, dont deux en partenariat avec le master Ingénierie du développement et de l'aménagement des territoires en transition (IDATT) de l'Université de Grenoble, dans le cadre d'un atelier étudiant.**

Ce partenariat est né d'une volonté de pouvoir continuer d'améliorer la méthode, de pouvoir l'alimenter avec des idées nouvelles de futur.e.s professionnel.le.s du développement territorial et de pouvoir également multiplier les capacités d'aller à la rencontre des habitant.e.s, avec un groupe d'une douzaine d'étudiant.e.s travaillant pendant 6 mois sur le living lab.

Entre septembre 2023 et mars 2024, l'ADRETS a mis en place un living lab dans la commune de Veynes (Hautes-Alpes), axé sur les thématiques des mobilités et de l'accès aux services de proximité. L'objectif de cette initiative était d'analyser les pratiques de mobilités des habitant.e.s et de fournir des éléments de diagnostic, tout en élaborant des propositions pour améliorer les conditions de déplacement. Au cours de cette résidence territoriale, deux actions prototypes ont pu être testées autour de la mobilité : piétonnisation d'un axe du centre-ville, développement d'un réseau de covoiturage.

[Lien vers le kit de déploiement d'un living lab territorial](#)

Présentation de l'édition 2024/2025 en Ubaye

En 2024-2025, l'ADRETS a décidé de poursuivre son processus de recherche-action, avec la conduite d'un nouveau living lab sur la communauté de communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon (CCVUSP), située dans les Alpes-de-Haute-Provence. Ce second living lab élargit son champ d'étude, ne se limitant pas uniquement aux questions de mobilité, mais abordant plus globalement la **problématique de l'habitabilité à l'année** dans la CCVSUP. Ce living lab a été mené toujours en partenariat avec le master IDATT. Suite au diagnostic et la phase d'effervescence d'idées, deux actions ont pu être prototypées :

- l'une portant autour de l'enjeu de la communication dans la vallée et la création d'un outil d'information mutualisé entre la CCVUSP et les associations locales.
- l'autre portant sur la création d'un espace de convivialité/lieu de vie pour les jeunes (16-20 ans) du territoire

[Lien vers la synthèse détaillée du living lab 2024/2025 dans la vallée de l'Ubaye](#)



Carte blanche

La parole à Thomas Boutreux, observateur de la démarche

Le Living Lab territorial développé en Ubaye sur l'habitabilité en montagne représente une démarche novatrice **d'expérimentation, d'apprentissage et d'action visant à coconstruire avec de multiples parties prenantes des solutions adaptées au territoire**. L'habitabilité, retenue comme porte d'entrée pour aborder des problématiques ouvertes et systémiques, représente **la qualité de vie à long terme** et permet de questionner **l'inclusivité et l'hospitalité du territoire**, dans sa capacité à accueillir des populations aux attentes et itinéraires de vie variés.

Les enjeux associés à aux dispositifs de type living'lab sont nombreux. Le premier défi à relever est celui de **l'inclusion et de la représentativité**. Pour que le **living lab soit réellement utile et légitime**, il doit impérativement inclure l'ensemble des acteurs du territoire, y compris les populations les plus isolées ou vulnérables. Ce critère de représentativité est particulièrement crucial dans les régions montagneuses, où **l'habitabilité dépend fortement des liens sociaux et communautaires**, et où l'exclusion d'une partie de la population pourrait compromettre la réussite du dispositif.

Afin d'enquêter sur la problématique de l'habitabilité, l'originalité de ce modèle participatif a été, dès la première phase (dite « recrutement ») du projet, de prendre le parti de l'inclusivité en développant des **méthodes spécifiques visant à « aller-vers » le public**. En ce sens, une réflexion profonde a été effectuée pour **identifier les centralités de la vie sociale sur le territoire et proposer un maillage d'interventions**. Le marché public de Barcelonnette a ainsi été investi à plusieurs reprises avec un stand proposant de **multiples activités permettant au public de s'exprimer dans un large registre** : nuage de mots, cartographie participative des attachements, carte postale sensible, questionnaires, boîte à idées. La mise à disposition de cette diversité de médias participatifs est une nouvelle preuve du **soin accordé à l'inclusivité lors de la première phase de « recrutement » des participants du living lab**, permettant d'offrir aux individus de s'approprier le média le plus confortable (en termes d'affinité d'expression) mais aussi d'offrir des perspectives cognitives variées du territoire.

La **méthode « aller-vers »** s'est illustrée par un développement concret de **médiation volante** (plus connue sous le terme de « maraude ») **déployée sur le territoire**. Cette expérimentation a nécessité des réflexions approfondies sur les méthodes et postures pour aborder le public et susciter leur intérêt à s'exprimer sur leur territoire. Ces retours d'expérience montrent la grande importance d'une présentation très succincte et non formelle, avant de soumettre une question simple et courte pouvant stimuler des réactions à chaud pour entamer le débat.



A ce titre, l'emploi de « **questions socialement vives** » à la croisée des savoirs et des valeurs s'est montré très utile pour engager des discussions avec des personnes déclinant initialement la proposition de discussion ou de participation aux activités du stand. Cette expérimentation a été perçue par l'ensemble des participants comme un **apprentissage renforçant leur confiance à aborder et inclure le public**.

Le partenariat de travail avec les étudiant.e.s du master Ingénierie du développement et de l'aménagement des territoires en transition (IDATT) de l'Université de Grenoble a permis de **faire monter en puissance ce dispositif baptisé « brigades volantes »**. Le déploiement du dispositif par plusieurs équipes d'étudiants a apporté une réelle plus-value au living lab en permettant une **représentativité géographique du territoire** car les étudiants se sont déplacés dans plusieurs villages de l'ensemble du périmètre d'étude mais aussi dans les stations de sport d'hiver, ce qui a permis de **toucher plusieurs centaines d'habitants du territoire**. De plus, la figure de l'étudiant, identifiable par les habitants comme une personnalité « anonyme », c'est à dire extérieure au territoire, sans affiliations ni intérêts qui y soient directement rattachés, offre des qualités uniques pour des prospecteurs et collecteurs de ressentis et de doléances, sur des sujets qui peuvent parfois être localement très sensibles. Ajoutons à ceci la propension altruiste des habitants à « collaborer » avec les étudiants afin de les soutenir dans leur travail d'apprentissage scolaire, aurait sans doute été moindre avec des représentants professionnels ou d'institutions publiques.

La **médiation volante, caractéristique de la méthode « aller vers »** et réalisée sur les lieux centraux de la vie publique et leur couverture sur les lieux clés du territoire constitue **l'une des expérimentations les plus instructives de ce Living Lab**. L'un des résultats les plus notable de cette méthode a été **le nombre de personnes que ces interactions ont permis de mobiliser le jour J pour recruter des participants à des ateliers de concertations planifiés le soir même**. L'engagement oral des personnes à se déplacer le soir même pour venir en concertation a été particulièrement fidèle. Ce retour d'expérience est particulièrement instructif et montre la **réelle capacité des méthodes de mobilisation de terrain** « dans le présent, dans la vie réelle », alors que les résultats de campagnes de communication sur les réseaux numériques peuvent parfois être plus décevantes tant en termes d'**affluence que de la diversité sociale des participants**, qui était une attention prioritaire du dispositif « aller-vers ».

Ces retours d'expérience montrent également l'importance cruciale d'établir un agenda d'intervention parfaitement en adéquation avec le rythme de vie du territoire. Les méthodes de mobilisation au cœur du dispositif « aller-vers » ont pu pâtir de conflits d'agenda, pour certains prévisibles, et d'autres fortuite (gros épisode neigeux), ont pu limiter l'affluence de certaines concertations envisagées. Il est ainsi nécessaire **d'enquêter en profondeur sur l'agenda de la vie locale et le rythme saisonnier** pour éviter, par exemple, de planifier une concertation en même temps que la grande soirée du Beaujolais (un évènement populaire phare localement), ou pendant les vacances scolaires où la jeunesse (population cible d'une concertation spécifique) était absente du territoire ou occupée au ski.



Cette vigilance montre la nécessité de **consulter des « indicateurs locaux » pour valider l'agenda des interventions** car l'affluence en concertation, dans ces territoires ruraux, est très sensible à ces éléments de contexte. Cependant, certains de ces conflits d'agenda ont résulté d'un manque de flexibilité du calendrier universitaire afin de permettre aux étudiants d'intervenir aux périodes les plus propices sur le territoire.

Ce modèle participatif a montré des résultats très significatifs pour impliquer activement des habitants plus éloignés de la vie publique, qui n'auraient pas nécessairement participé spontanément aux concertations. Ces méthodes ont soutenu en Ubaye un **regain d'intérêt pour les dispositifs démocratiques garants d'un haut niveau de justice représentative** lors du recrutement des participants. En seconde phase d'atelier, des méthodes ont cherchées à **« tenir compte » de ce pluralisme** et les participants ont été invités à **incarner des personas prédéfinis et à se projeter dans les besoins d'autres populations potentiellement moins représentées** lors des ateliers. En ce sens, le Living Lab en Ubaye a **démontré plusieurs grands potentiels transformatifs essentiels pour développer une communauté apprenante : faire évoluer les pratiques démocratiques, croiser les perceptions du territoire par les habitants, renforcer l'empathie sociale pour soutenir la diversité.**

La capacité transformative du Living Lab Ubaye s'est aussi illustrée dans la capacité à **fédérer les multiples attentes des différentes parties prenantes** à l'égard d'un tel dispositif. En mettant **l'accent sur l'accès aux services** (à l'issue des premières consultations en médiation volante et des premiers ateliers), le Living Lab Ubaye vient répondre à **une problématique répliquable dans de nombreux autres territoires de montagne** cadencés par le rythme des saisons touristiques et marqués par une certaine érosion des services de proximité relégués aux grandes villes. En effet, les habitants espèrent en premier lieu une amélioration pérenne de leur qualité de vie, en particulier dans l'accès à des services aussi essentiels que les transports, les commerces de proximité, la santé ou l'éducation. Garantir un accès fiable et continu aux services constitue une condition fondamentale pour maintenir ou renforcer la qualité de vie de ces territoires, et il s'agit d'une **thématique fédératrice dont l'association ADRETS, porteuse du projet, possède une expérience confirmée.**

Parmi ces services, les ateliers de consultations réalisés en phase 2 ont permis de cibler plus précisément 4 thèmes : **l'accès au logement, les transports publics, les équipements pour la jeunesse et l'accès à l'information.**

Cependant, le choix des deux thématiques retenues pour poursuivre l'expérimentation du Living Lab est le fruit d'une discussion entre les commanditaires, les politiques et les étudiants, à laquelle les habitants n'ont pas pris parti. Pour plus de justice procédurale et de transparence, cette phase décisive aurait pu associer l'ensemble des acteurs. En effet, les habitants ont par ailleurs souvent questionné, lors de son lancement, l'utilité du Living Lab, eu égard à plusieurs expériences décevantes de diagnostic territorial par le passé ne s'étant pas conclu par des actions ciblées sur les problématiques relevées. Il s'agit là d'un **point de vigilance concernant la redevabilité et la transparence à toutes les étapes du processus.**



En l'état, le partage des rôles, responsabilités et pouvoirs décisionnels aux différentes phases d'un projet de Living Lab est une possibilité qui peut faire sens, mais nécessite d'être consentie et cadrée avec l'ensemble des participants au lancement du projet, sans quoi il peut devenir un point de vulnérabilité pour l'aboutissement du processus. Les enjeux liés à l'inclusion et à la pérennité des solutions exigent une mobilisation collective et une **gouvernance collaborative forte**, conditions indispensables à la réussite de cette démarche en co-construction.

Cette question du **partage des rôles et responsabilités a néanmoins été développée en profondeur** dans la suite du projet par les étudiants qui ont travaillé sur la problématique de l'accès à l'information, en réfléchissant à des dispositifs permettant de la centraliser et la diffuser. **Plusieurs scénarios ont été spécifiquement déclinés** concernant l'engagement et les responsabilités des différents acteurs, avec un **pouvoir variable donné aux habitants ou à la collectivité pour piloter le dispositif**. Ces scénarios ont été présentés et soumis au vote avec beaucoup de clarté à l'ensemble des participants du Living Lab. **Un point de vigilance a pu être apporté sur la méthode de vote**, sachant que des études ont montré des situations paradoxales aboutissant à des résultats différents selon les modalités de vote : public/secret, nombre de tours, nombre de choix possible, évaluation de chaque proposition (mention majoritaire).

Enfin, **l'autonomisation de la communauté (habitante, associative et politique) et son engagement pour mener concrètement le projet à terme est une des plus grandes réussites de ce Living Lab**. En effet, à l'issue de l'atelier final ayant permis aux participants de se positionner sur un modèle de développement du projet d'accès à l'information, un **engagement a été formulé par l'ensemble des parties pour poursuivre ce travail**. Une première date de travail a été inscrite à l'agenda pour faire fructifier la démarche du Living Lab après le départ de la communauté de facilitation (association ADRETS, étudiants et chercheurs) ayant accompagné le territoire.

Après avoir présenté la méthode et les enseignements de celle-ci la dernière partie présente une synthèse des éléments clés d'un processus d'aller-vers sous forme de carte mentale. Il convient de noter que le processus d'aller-vers est un processus itératif, cyclique et continu. Un objet mouvant et lié aux dynamiques territoriales. Nous avons formalisé cette synthèse sous forme de recette, si votre collectif ou association souhaite porter une telle dynamique, il est important de bien adapter les éléments suivants à votre propre contexte.

La bonne recette pour des démarches d'aller-vers réussies - Carte mentale

La mobilisation implique d'être inclusif, base d'un processus d'aller-vers, pour avoir une représentation des populations qui composent le territoire, pour faire entendre la diversité des attentes dans le cadre du processus.

"Ce critère de représentativité est particulièrement crucial dans les régions montagneuses, où l'habitabilité dépend fortement des liens sociaux et communautaires" (T.Boutreux). Pour n'exclure personne, il est important de prendre en considération les critères suivants:

- L'âge;
- La culture;
- La mixité de genre;
- Les espaces de vie en prenant en compte les spécificité des territoires, comme les saisonniers, les multi-résidents...etc. (cf. thèse Q.Drouet)
- Les associations.

Le succès d'une telle démarche passe par l'implication d'ambassadeur.ice.s locaux et/ou personnes de confiance qui pourront jouer un rôle de mobilisateur.ice en amont et soutenir la démarche une fois l'accompagnement terminé.

Les relais locaux/personnes ressources peuvent être diverses en fonction de la diversité du public que l'on cherche à mobiliser (jeunes, personnes âgées, exilé.e.s, etc.). Ces relais peuvent-être sollicités à titre individuel ou en qualité de représentant.e.s associatif.ve.s.

Définir le cadre du processus participatif mis en place avec les élu.e.s, afin de convenir des domaines d'actions pour lesquels l'action citoyenne sera possible ou non. Ceci permet :

- d'instaurer un dialogue avec les élu.e.s;
- de structurer le processus d'accompagnement en ayant conscience des limites à venir dans la démarche ;
- élaborer un cadre décisionnel clair entre les élu.e.s et les parties-prenantes (habitant.e.s, assos, etc.)

Le développement d'un sentiment d'appartenance se construit de manière progressive à travers les étapes du processus, en commençant par prendre en compte les individualités qui composent le groupe. Pour ce faire, on peut utiliser plusieurs méthodes qui permettent de faire entendre la voix de chacun et valoriser la diversité du groupe (cf. parties développées ci-dessus). Pour compléter les outils d'aller-vers utilisés dans l'expérimentation, il nous paraît important de tisser le lien social qui uni les habitant.e.s pour créer une communauté d'intérêt. Le **partage de récits de vie** et l'**appréciation** des spécificités de chacun.e, sont des outils très utiles dans ce sens. Ces méthodes permettent de construire sur base de ce qui nous rassemble plutôt que sur ce qui nous divise. Ainsi, il sera possible de travailler sur le développement d'une **vision commune**.

Appréciation des forces - Les participant.e.s sont invité.e.s à réfléchir à une histoire dont il.elle.s ont été l'acteur.ice et dont il.elle.s sont fier.e.s. En groupe de deux, chacun.e partage son histoire à l'autre. Celui ou celle qui écoute pratique l'écoute active. Dans un second temps, les différents groupes reçoivent deux papiers, sur lesquels ils sont invités à écrire les forces observées chez l'autre (au travers de son histoire mais aussi au travers de ce qu'il/elle dégage dans sa manière de raconter l'histoire).

D'autres idées de jeux d'inter-connaissance: <https://www.electeursenherbe.fr/series/jeux-dinter-connaissance/>

"Au-delà des étiquettes" - Après avoir invité les participant.e.s à se présenter de manière classique (nom, prénom, fonction), les facilitateur.ice.s ont invité les participant.e.s à jeter leurs badges/étiquettes et à se présenter de façon plus personnelle en posant deux questions: Qui suis-je en tant qu'être humain? Quelles sont mes passions?

Dans la plus part des processus de participation citoyenne ou projets de développement local on identifie d'abord les besoins, les problèmes et les enjeux rencontrés, en espérant développer une cartographie représentative qui permettra à chacun de se sentir entendu et du coup facilitera le processus de prise de décisions. Dans une démarche de démocratie du faire (cf. encart partie I), on cherche avant tout l'**appropriation** des enjeux de développement par les habitant.e.s. Cette appropriation passe par l'engagement actif de ce groupe pour penser et mettre en oeuvre des solutions pour répondre aux enjeux locaux.

Ainsi, partir des aspirations, des **"rêves"** pour le territoire permet de créer de nouveaux narratifs à partir de l'imaginaire. Imaginer l'avenir sous une perspective différente permet d'une part de générer l'espoir, de fédérer et de s'unir autour de l'essentiel. Un essentiel qui constitue les valeurs communes au groupe. L'universalité de la capacité à rêver, permet de créer des ponts entre les individus et constitue un outil pertinent pour créer une **relation d'égal à égal** entre les individus qui composent le groupe (élu.e.s, expert.e.s, associations, professionnel.le.s et habitant.e.s...). " Rien de tel que le rêve pour engendrer l'avenir"- Victor Hugo

Une fois que l'on sait vers où on va, il est plus aisé de maintenir l'énergie pour évaluer nos besoins, identifier les atouts, forces et ressources pour la réalisation de l'objectif commun, mais aussi prendre en compte les manques, les besoins et voir où le groupe aura besoin d'appui (informatif, décisionnel ou même matériel) pour contribuer à l'atteinte de la vision commune.

Ce travail permet également de faciliter la priorisation pour la mise en action.

La priorisation peut se faire sur base de plusieurs critères, qui doivent être discutés collectivement en prenant en compte l'ensemble des parties prenantes. Le processus décisionnel et les responsabilités de chacun.e nécessitent d'être consenties, discutées et cadrées avec l'ensemble des parties prenantes.

Exemple de critères permettant de prioriser:

- La rapidité de faisabilité;
- L'effet boule de neige : une fois l'action mise en place, elle permettra de répondre à plusieurs aspects de la vision collective. Une action, plusieurs résultats;
- L'énergie du groupe pour contribuer à sa mise en oeuvre;
- Des priorités ou stratégies des politique publiques allant dans le même sens que l'action;
- Le vote de la majorité pour cette action.

Dans le processus d'aller-vers de l'ADRETS basé sur la méthode du living lab, 4 grandes séquences sont établies, à l'intérieur desquelles plusieurs temps de résidences ont eu lieux. **Planifier et visibiliser les différents temps forts de la démarche permet de conserver cette dimension d'inclusivité, base d'un processus le plus représentatif et participatif possible. Mais planifier n'est pas synonyme d'un processus figé.** Ce genre de démarche nécessite de **laisser une place à l'agilité, à un processus itératif** pouvant être amendé au regard des événements et aléas se manifestant.

La construction d'un "nous" fort à travers une telle démarche de démocratie du faire, nécessite de passer par plusieurs phases dans ce "nous". Du "nous" symbiotique au "nous" équipe, le conflit est une phase inévitable. Apprendre à accueillir le conflit est nécessaire pour faciliter l'émergence d'un groupe suffisamment confiant et solide pour porter des initiatives innovantes. Pour accueillir les tensions / conflits, il nous paraît important de lui donner une place et surtout ne pas essayer de les étouffer, mais développer une culture commune permettant d'accepter que l'on ne soit pas toujours d'accord.

Catalogue d'outils de communication développé par Solucacy <https://solucacy.org/apps/wiki/outils-communication-population>

La communication que l'on choisit pour mener un processus d'aller-vers peut influencer sur le type de public que l'on va pouvoir toucher et mobiliser. Aussi, lors du développement des outils de communication, il faut bien penser aux publics que l'on souhaite voir participer à cette démarche. Certains outils et formats de communication peuvent être utile pour un type de public et peut ne pas l'être pour un autre groupe de public. Par exemple, l'usage des réseaux sociaux peut permettre de mobiliser les jeunes, mais sera peu utilisé par les personnes âgées. Le contact en direct sur des lieux de sociabilité comme les places de marchés, les cafés peuvent être également de bons moyens de mobiliser des populations qui ne consulte pas les canaux de communication "classiques" (journaux communaux, communication réseau associatif, etc.). La multiplicité des outils qui seront déployés permettra de contribuer à une plus grande inclusivité.

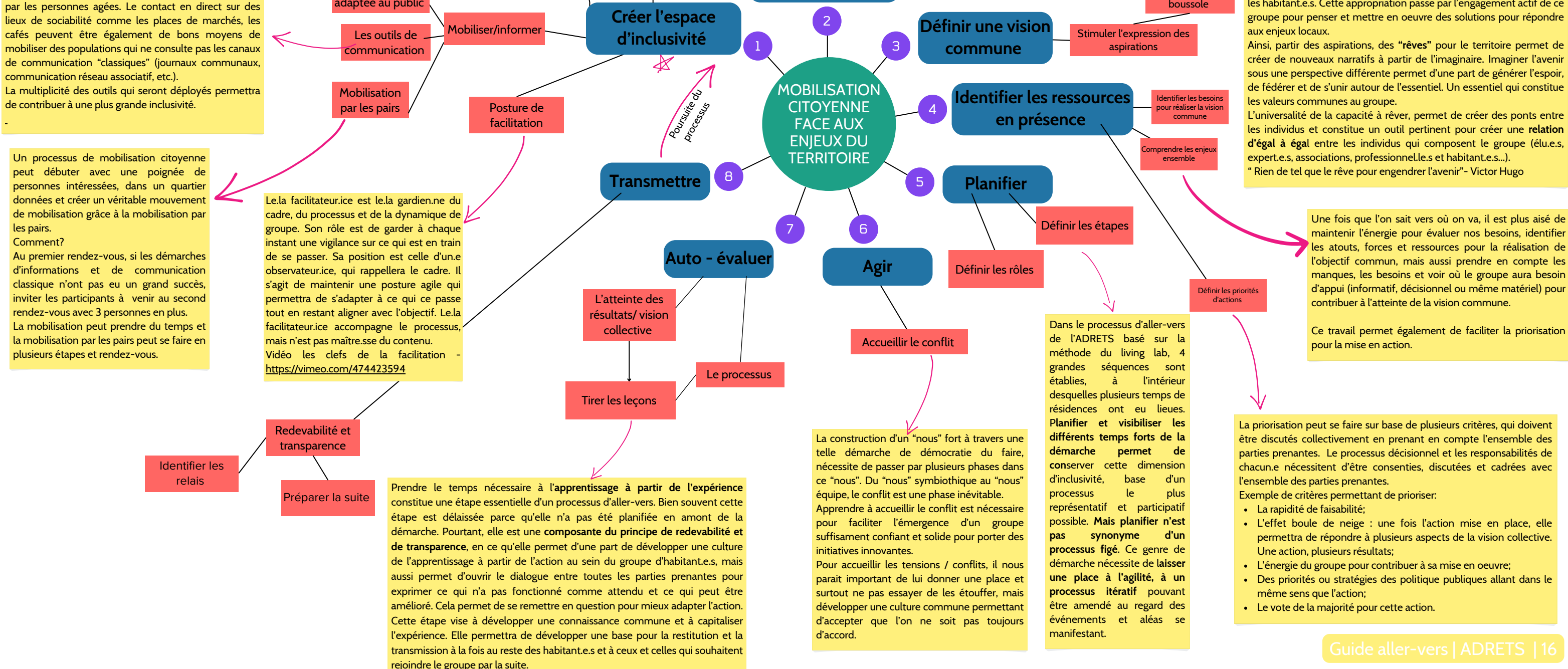
Un processus de mobilisation citoyenne peut débuter avec une poignée de personnes intéressées, dans un quartier données et créer un véritable mouvement de mobilisation grâce à la mobilisation par les pairs. Comment? Au premier rendez-vous, si les démarches d'informations et de communication classique n'ont pas eu un grand succès, inviter les participants à venir au second rendez-vous avec 3 personnes en plus. La mobilisation peut prendre du temps et la mobilisation par les pairs peut se faire en plusieurs étapes et rendez-vous.

Le.la facilitateur.ice est le.la gardien.ne du cadre, du processus et de la dynamique de groupe. Son rôle est de garder à chaque instant une vigilance sur ce qui est en train de se passer. Sa position est celle d'un.e observateur.ice, qui rappellera le cadre. Il s'agit de maintenir une posture agile qui permettra de s'adapter à ce qui se passe tout en restant aligner avec l'objectif. Le.la facilitateur.ice accompagne le processus, mais n'est pas maître.sse du contenu. Vidéo les clefs de la facilitation - <https://vimeo.com/474423594>

Redevabilité et transparence

- Identifier les relais
- Préparer la suite

Prendre le temps nécessaire à l'**apprentissage à partir de l'expérience** constitue une étape essentielle d'un processus d'aller-vers. Bien souvent cette étape est délaissée parce qu'elle n'a pas été planifiée en amont de la démarche. Pourtant, elle est une **composante du principe de redevabilité et de transparence**, en ce qu'elle permet d'une part de développer une culture de l'apprentissage à partir de l'action au sein du groupe d'habitant.e.s, mais aussi permet d'ouvrir le dialogue entre toutes les parties prenantes pour exprimer ce qui n'a pas fonctionné comme attendu et ce qui peut être amélioré. Cela permet de se remettre en question pour mieux adapter l'action. Cette étape vise à développer une connaissance commune et à capitaliser l'expérience. Elle permettra de développer une base pour la restitution et la transmission à la fois au reste des habitant.e.s et à ceux et celles qui souhaitent rejoindre le groupe par la suite.



Les perspectives

En synthèse

Par l'intermédiaire de ce guide, nous espérons avoir pu donner des clés à d'autres associations ou collectifs locaux œuvrant dans les territoires ruraux pour eux.elles aussi pouvoir développer des approches d'aller-vers dans leurs territoires et mieux co-construire des politiques publiques locales avec les parties-prenantes en place (habitant.e.s, élu.e.s, acteurs socio-professionnels, etc.).

Ce recul de trois ans sur la méthode du living lab, nous a permis de pouvoir avoir une meilleure lecture des réussites et avantages de cette méthode dans nos pratiques de diagnostic territorial. Cependant, nous nous inscrivons dans un processus de recherche et développement constant et nous souhaitons continuer de pouvoir améliorer notre méthode, en faisant avancer les curseurs suivants :

- Ne pas négliger le temps en amont de ce genre de démarche. En effet, comme cité précédemment, créer une communauté, créer du nous, mettre en place le cadre de la démarche ne doit pas être négligé et prend du temps. Il est nécessaire pour cela de bien s'appuyer sur les ressources locales, celles avec lesquels on a l'habitude d'interagir, mais pas que ! Malgré une bonne connaissance des territoires pilotes des expérimentations, nous avons pu nous rendre compte de certains angles morts, qu'une immersion en amont plus approfondie aurait permis de dépasser.
- Il est également important de pouvoir bien visibiliser tout le processus et de rendre la communication autour de la démarche accessible à tout le territoire, par de grands cycles temporels, laissant une certaine souplesse dans la conduite de la démarche en fonction des résultats obtenus et dynamiques à l'oeuvre chemin faisant.
- Notre posture de tiers-extérieur, renforcée par l'appui des étudiant.e.s dans la conduite du living lab est un point fort dans ce type de démarche, comme nous l'avons vu précédemment. Cependant, notre entrée par les élu.e.s a également pu être un frein dans le choix des sujets à creuser. Une possible voie d'amélioration concerne le travail et l'engagement fort de la collectivité de lâcher-prise dans le processus de décision. En effet, ces démarches nécessitent un changement de paradigme dans la prise de décision à l'échelle locale et donc il convient de bien travailler le cadre en amont pour permettre aux éléments ressortant du diagnostic soit des sujets potentiels à expérimenter. Il convient pas de ne pas faire rêver si le champ des possibles comporte des limites ! Cette posture de tiers-extérieur amène aussi à réfléchir sur le suivi des démarches développées et tout au long de la démarche, un transfert de compétences doit s'opérer envers le collectif ou le groupe accompagné.

Pour aller plus loin

Centre
de ressources

- ADRETS, 2025, “Note Services 2024 : La participation des habitant.e.s dans les territoires ruraux et de montagne”
- ADRETS, 2023, “Kit de déploiement d'un living lab territorial”
- Bellemare M., Deslauriers J., Doré L., Fournier F., Hétu J-P; Mailhot F., Morisson J., Morneau D, Tremblay J., Vincent N., Un guide pour favoriser la participation des personnes en situation de pauvreté
- BESSON Raphaël, JANIN Claude, PECQUEUR Bernard, « Les Living Labs : Définitions, enjeux, comparaisons et premiers retours d'expériences », Rapport de recherche, PACTE, 2013,
- BILLEBAUD Christophe, DUBE Patrick, GRILLET Claire, KOSTECKI Isabelle, SARRAILH Joëlle, ZINGRAFF Virginie, 2014, « Qu'est-ce qu'un Living Lab ? Le livre blanc des Living Labs », Montréal, UMVLT,
- Direction interministérielle de la transformation publique 2024. Concevoir une démarche de participation citoyenne.
- KLEIN Juan-Luis, PECQUEUR Bernard (Dir.), “Les Living Labs, une perspective territoriale”, L'Harmattan Logiques Sociales, 2020, pp.75-86, ISBN : 978-2-343-19940-5
- Hassenforder E., Ferrand N., Girard S. 2021. L'ingénierie de la participation: préparer et penser une démarche participative, Sciences Eaux et Territoires n° 35(1), DOI: 10.3917/set.035.0028
- Master IDATT, UGA&ADRETS, 2025, “Living Lab 2024 en Ubaye : Note Méthodologique”,
- Master IDATT (UGA)&ADRETS, 2024, “Synthèse du Living Lab sur les mobilités de proximité à Veynes”
- Morel V. 2024. La participation citoyenne. Enjeux et outils d'engagement démocratique. Territorial éditions.
- Periferia, 2014. Mettre en place et transmettre des démarches de participation
- Slocum N., Elliott J., Heesterbeek S., Lukensmeyer C.J. 2006. Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. A finaliser
- Sintomer Y., 2008. Du savoir d'usage au métier de citoyen ?, Raisons politiques, 3, 31, 115-133.
- Ville de Lausanne, 2023. Le participatif, un guide pour accompagner vos démarches participatives

ADRETS

Rédaction finale et mise en page :
Equipe ADRETS - adrets@adrets-asso.fr

www.adrets-asso.fr



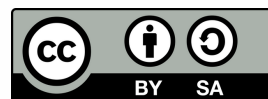
Avec le soutien de



FONDS NATIONAL
D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE
Massif des Alpes



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Licence CC-BY-SA ADRETS